

## L'AMÉRIQUE LATINE ET L'AFRIQUE AU PRISME DE LA DOCTRINE MONROE ET DE LA FRANÇAFRIQUE: ENJEUX, MÉCANISMES ET RÉSISTANCE AU SYSTÈME-MONDE

COULIBALY Yacouba

Assistant

Enseignant-Chercheur

Université Félix Houphouët-Boigny, Cocody (Côte d'Ivoire)

Département d'Etudes Ibériques et Latino-Américaines

[chigata2002@gmail.com](mailto:chigata2002@gmail.com)

### **Résumé**

Le développement du capitalisme à l'échelle mondiale alimente la poursuite de vieilles pratiques dans un contexte nouveau. Les enjeux sont énormes. On a beau parlé de leur « mort », la Françafrique et la doctrine Monroe n'appartiennent pas jusque-là à l'héritage du passé. En tant qu'idéologie de domination, elles continuent de déployer en Afrique et en Amérique latine ses mille et une façons de tenir en respect les peuples. Intellectuels, politiques et peuples s'engagent aussi dans les résistances.

**Mots-clés:** Capitalisme, Françafrique, Doctrine Monroe, Idéologie, Résistances

### **Abstract**

The development of capitalism on a global scale feeds the continuation of old practices in a new context. The stakes are enormous. Despite the talk of their death, Françafrique and Monroe doctrine do not yet belong to the heritage of the past. As an ideology of domination, they continue to deploy in Africa and Latin America its thousand and one ways of holding people in respect. In the perspective of controlling their destiny, peoples, intellectuals and politicians are also engaged in resistances.

**Key words:** Capitalism, Françafrique, Monroe Doctrine, Ideology, Resistances

### **Resumen**

El desarrollo del capitalismo en el concierto internacional favorece la continuación de viejas prácticas en un nuevo contexto. Hay muchos intereses. A pesar de la proclamación de su muerte, la Françafrique y la doctrina Monroe no forman parte de la herencia del pasado. Como ideología de dominación, siguen controlando por diversas maneras el destino de los pueblos. Los intelectuales, los políticos y los pueblos están también en resistencia.

**Palabras claves:** Capitalismo, Françafrique, Doctrina Monroe, Ideología, Resistencia

## Introduction

Il est une constance dans l'histoire de l'humanité : peuples et nations du monde ont toujours entretenu des rapports d'influence ou si l'on préfère des rapports de domination. L'Amérique latine et l'Afrique n'ont pas échappé à cette logique, elles qui ont subi pendant des siècles, les influences du monde occidental en quête de rayonnement international. Attirées très tôt par les richesses africaine et latino-américaine, les puissances occidentales se sont lancées avec brutalité dans une aventure qui leur en assure le contrôle et jusque-là « les superpuissances [...] continuent de dominer la scène diplomatique internationale, de tirer les ficelles de l'histoire pour maîtriser en leur faveur l'évolution de notre planète » (E. Kodjo, 2014, p. 7).

Les indépendances latino-américaine et africaine qui avaient suscité tant d'espoir chez les peuples n'ont été en réalité qu'une autre traversée du désert. Des pères-fondateurs, acteurs des indépendances africaines à la nouvelle génération d'hommes politiques en passant par les opposants historiques, tous parvenus au pouvoir les uns à la suite des autres, n'ont pas trouvé jusque-là, en dépit des efforts, le ressort tactique nécessaire afin d'insuffler au continent africain une réelle dynamique de développement. La même réalité est vécue en Amérique latine où les « libertadores », les « caudillos », les dictateurs de sécurité nationale, les populistes, les révolutionnaires et autres acteurs politiques de droite comme de gauche n'ont pas réussi à poser des pas décisifs sur le chemin du développement économique. Aujourd'hui, les pays d'Afrique et d'Amérique latine, en dépit d'énormes potentialités économiques dont ils regorgent, continuent de faire partie des pays sous-développés.

Dans le contexte international qui prévaut où les destins des nations sont liés, les pays les plus prospères, les grandes Institutions Financières Internationales et autres organismes de développement apportent aides et expertises aux États économiquement fragiles. À cet effet, sont organisés les symposiums, les forums économiques, les séminaires, les tables rondes et autres sommets bilatéraux et multilatéraux. Après plusieurs années d'application des dites recettes économiques, le développement n'est toujours pas au rendez-vous ni en Afrique ni en Amérique latine. Si des raisons existent pour fustiger la gestion du pouvoir des pays de ces zones, il n'en demeure pas moins qu'ils sont pris dans l'engrenage d'un système oligarchique mondial qui a scellé jusque-là leur destin du mauvais côté de l'histoire.

Le poids de la géopolitique mondiale est donc à prendre en compte dans toute analyse de la situation politique et économique des États du Sud. Or, on le sait depuis 1823, les USA ont affirmé leur volonté de faire main basse sur le sous-continent américain portant ainsi sur les fonds-baptismaux la Doctrine Monroe en tant qu'idéologie hégémonique. Dans le même registre, le congrès de Berlin de 1884-1885 a acté l'émiettement de l'Afrique et scellé le destin de ses peuples en les mettant sous la tutelle des puissances européennes. Dans les années 1960, après la vague d'indépendance de ses anciennes colonies, la France décidera de partir pour finalement mieux rester en s'accommodant d'une relation politique particulière, elle aussi d'inspiration hégémonique, connue sous le nom de la Françafrique avec ses ex colonies. Voilà qui pose la problématique de l'émancipation des pays du Sud.

L'objectif de ce travail est de porter un regard croisé sur la Françafrique et la Doctrine Monroe en tant que systèmes hégémoniques. Nous emprunterons pour ainsi dire la méthode historico-analytique inspirée du système de pensée d'Alexis de Tocqueville qui présente le mérite de non seulement brosser à grands traits les faits historiques des sociétés mais aussi de les analyser afin de les rendre plus compréhensibles. La démarche ici consiste à mettre en perspective, à partir des faits historiques, les rouages des rapports d'hégémonie entre les puissances impérialistes et les pays de la périphérie. Quels sont les enjeux de ces idéologies de domination? Quels sont les mécanismes de ces impérialismes qui transforment ces deux parties du monde en une espèce d'arrière-cour? À la fois objet et sujet de l'histoire, les pays dominés subissent les influences du système tout en essayant d'infléchir le rapport de force. Quelles sont les formes de résistance à l'échelle des deux continents dans la perspective d'une sortie de l'ornière de la dépendance?

Telles sont les interrogations fondamentales dont les réponses constitueront les grandes articulations de cet article.

## **1. Prélude historique : aux origines de la Doctrine Monroe et de la Françafrique**

Avant de nous étaler sur les enjeux de la Françafrique et de la Doctrine Monroe, tâchons de faire un tour en arrière dans l'histoire de l'Afrique et du sous-continent américain afin de nous rendre compte de comment sont nées ces idéologies aux relents hégémoniques pour finalement prendre ces deux espaces dans l'état de la dépendance.

### **1.1. Genèse de la doctrine Monroe**

L'Amérique latine a un passé colonial. Les immenses ressources dont regorgent son sol et sous-sol avaient très tôt aiguisé l'appétit des européens qui y déployèrent dès le XV<sup>e</sup> siècle tous les efforts pour s'en assurer le contrôle et l'exploitation. Cependant, Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les idées généreuses véhiculées par le siècle des lumières vont susciter les indépendances latino-américaines sous le leadership des *libertadores*. Incapable de faire son unité autour du projet politique de Simon Bolivar, le sous-continent américain va faire l'expérience d'une nouvelle forme de dépendance d'abord britannique et ensuite étasunienne. En effet, le 2 décembre 1823, devant le congrès des USA, le président James Monroe prononce un discours dans lequel il met en garde les européens contre tout projet de recolonisation du sous-continent américain tout en mettant en avant le rôle de leader que compte désormais y jouer les USA. Ce discours est le soubassement idéologique de ce qu'il conviendra d'appeler la doctrine Monroe en tant qu'armature de la politique étrangère des USA dans la région sud du continent. Cette posture de neutralité mise en avant dans le discours du président James Monroe va vite prendre une autre couleur avec l'adoption du « corolaire Roosevelt » en 1904 essentiellement centré sur la politique du « gros bâton » (Big stick) qu'il comptait dorénavant utiliser à l'encontre des pays d'Amérique latine pour préserver les intérêts des États-Unis. Dans un discours prononcé le 6 décembre 1904, le président Théodore Roosevelt précise le fond de sa pensée en ces termes :

l'incapacité permanente et le comportement erratique, et contant, d'un gouvernement, dont la conséquence serait la dissolution généralisée des liens que forme toute société civilisée, requiert, en Amérique comme partout, l'intervention d'une nation qui possède ce caractère civilisé ; le fait que dans le cadre de l'hémisphère occidental, les États-Unis se sentent responsables en vertu de l'adhésion à la doctrine Monroe, peut les obliger même contre leur gré, dans des cas d'incapacité ou de mauvais comportements flagrants, à exercer le rôle de gendarme (O. Dabène, 2012, p. 31).

Les États-Unis se donnent ainsi le droit d'intervenir militairement non seulement en Amérique latine mais partout dans le monde. Ce discours consacre une rupture dans le fond et dans la forme avec les intentions pacifistes antérieurement affichées. Quelques années plus tard, entre 1909 et 1913, la doctrine Monroe connaîtra une autre dimension avec le président Howard Taft qui initie la politique du dollar dont l'objectif majeur est de protéger les intérêts économiques. La doctrine Monroe est fondamentalement structurée autour de trois balises : la diplomatie, les interventions militaires et la défense des intérêts économiques.

### **1.2. Aux sources de la Françafrique**

Tout comme l'Amérique latine, l'Afrique a subi les affres de la colonisation. Aux lendemains de la seconde guerre mondiale, certaines circonstances cumulatives notamment l'activisme des nationalistes africains, la posture réfractaire à la colonisation des USA et de l'URSS, le principe de l'autogouvernement des peuples encouragé par l'ONU et la conférence de Bandung en 1955 vont contraindre les puissances colonisatrices à accéder au souhait d'indépendance des peuples africains. En 1958, la France propose la communauté franco-africaine à ses colonies au travers d'un referendum. Seule la Guinée de Sékou Touré refuse et accède du coup à l'indépendance. Il faut attendre 1960 pour voir les autres colonies françaises accéder majoritairement à la souveraineté internationale. Cependant, dans les faits, la France continuera d'exercer

une influence multiforme sur ses anciennes colonies. Ces indépendances assorties d'une relation politique particulière avec la France connue sous le nom de la Françafrique vont consacrer une forme de continuité dans la rupture. Cette propension des USA et de la France à vouloir exercer un contrôle sur ces deux aires géographiques mérite qu'il faille en situer les enjeux.

## **2. Françafrique et Doctrine Monroe: pour comprendre les enjeux**

Le zèle déployé par les puissances du monde pour se tailler envers et contre tous des aires de domination prouve que nous sommes en présence d'enjeux fonctionnels considérables qui, invariablement, ont toujours animé les dynamiques internationales. Ces enjeux, ainsi que nous le verrons, se déclinent en une série d'éléments liés dans une logique opérationnelle.

### **2.1. Les enjeux idéologique et politique**

S'il n'est pas nécessaire de revenir sur le large florilège de définitions que recouvre le concept d'idéologie, on peut tout de même retenir avec Adam SCHAFF que l'idéologie se définit comme « un système d'opinions qui, en se fondant sur un système de valeurs admises, détermine les attitudes et les comportements des hommes à l'égard des objectifs souhaités du développement, de la société, du groupe social ou de l'individu » (A. Schaff, 1967, p. 50). En tant que telle, l'idéologie apparaît comme le moteur de l'action de l'homme ou d'un groupe social dans la réalisation de sa vision du monde. Aussi, dans la pensée de K. Marx (1973), l'idéologie est partisane et est l'expression des intérêts et des aspirations inhérentes à la lutte des classes. L'objectif final de la lutte étant de hisser la classe dans une position d'hégémonie d'où elle peut imposer à l'ensemble de la société le mode de production qui lui est favorable.

La Françafrique et la doctrine Monroe reposent sur un tréfonds idéologique centré sur l'exercice d'une influence multiforme des États d'Afrique et d'Amérique latine. Il s'agit pour les grandes puissances de conduire la marche des événements du monde selon une vision unitaire. En effet, depuis la fin de la seconde Guerre Mondiale, la scène internationale est dominée par les rivalités entre les grandes puissances. Dès lors, se faire des pays amis ou se tailler des aires d'influence politique est un atout majeur. La Françafrique et la Doctrine Monroe s'inscrivent dans cette dynamique dans la mesure où il s'agit pour la France et les USA de s'assurer non seulement le soutien et l'alignement des pays de leur pré-carré dans les votes de résolution sur les grands dossiers dans les instances internationales mais aussi d'en contrôler le destin politique pour des usages divers.

### **2.2. Les enjeux économiques**

Le rayonnement du capitalisme à l'échelle mondiale a des exigences en termes de ressources naturelles dont les pays d'Afrique et d'Amérique latine ont été généreusement dotés par la nature. Dès le XV<sup>e</sup> siècle, l'Espagne et le Portugal avaient rompu les frontières nationales pour prendre possession des immenses richesses du *nouveau monde*. La conquête coloniale en Afrique avait été précédée de missions d'explorations. Sous la bannière de projet scientifique, les richesses du continent avaient été inventoriées par des explorateurs et les nations européennes vont s'y donner rendez-vous dans la perspective de s'y créer de futurs Eldorados. Selon E. Kodjo (2014), Le pétrole, l'uranium, l'hydrogène liquide, le fer, le chrome, le titane, le manganèse sont entre autres les richesses qui fourmillent dans des proportions considérables dans le sous-sol africain et certains pays africains étonneront le monde, le jour où tout leur potentiel économique sera découvert.

Quant au sous-continent américain, il est d'un intérêt économique de premier plan pour les USA. En effet, le développement du tissu industriel des USA centré sur le capitalisme monopolistique présageait la mainmise sur sa partie sud pour au moins un double objectif : s'assurer de façon pérenne l'approvisionnement de ses industries en matières premières, indispensables à son rayonnement mondial et se constituer un vaste

marché pour les produits manufacturés. À la lumière des immenses potentialités économiques du sous-continent américain et de l'Afrique, il est paradoxal de les retrouver à la queue de l'économie-monde. C'est qu'en réalité, la mondialisation multisectorielle les a insérés dans une sorte de carcan, un ordre international dans lequel certains pays se consacrent à gagner et d'autres à perdre selon l'expression d'E. Galeano (1981). Pour cet intellectuel et militant de gauche, la richesse de la terre est à la base de la pauvreté de l'homme ; formule pour expliquer l'indigence des pays du Sud, dans la mesure où, c'est au nom de ces richesses que les multinationales sillonnent la planète et se livrent une concurrence pour se les approprier.

### 2.3. Les enjeux géostratégiques

La notion de géostratégie fait appel à l'espace et à la conflictualité. Pour les grands États dirigeant le monde, l'objectif consiste à se tailler des espaces amis dans la perspective probable d'une conflagration générale. On le sait, la puissance militaire d'un pays se mesure à l'aune de sa capacité à porter le conflit jusqu'aux portes de l'ennemi ou à s'attaquer à ses intérêts éparpillés dans le monde. Ce qui implique naturellement le besoin d'avoir à sa disposition des espaces extraterritoriaux à usage multiforme. La crise des fusées de Cuba au cours de laquelle l'URSS, en raison de ses relations particulières avec Fidel Castro, avait installé des missiles dirigés contre les USA, en est une illustration. Certains pays possèdent un potentiel géostratégique important par rapport à d'autres. Sur le continent africain, bien que n'étant pas seul, Djibouti attise la convoitise des grandes puissances. Surnommé « le porte-avions pour l'Afrique et la péninsule arabique », le pays abrite déjà les bases militaires de sept pays<sup>1</sup> et d'autres espèrent encore s'y installer. Dans le sous-continent américain, la construction du canal de Panama en 1914 avait permis aux USA de s'affirmer comme une puissance mondiale.

### 3. Françafrique et Doctrine Monroe: au cœur d'un mécanisme multiforme de domination

Nous avons déjà montré les enjeux de la Françafrique et de la Doctrine Monroe en tant que système hégémonique. Nous passons maintenant en revue les mécanismes qui les alimentent.

#### 3.1. Le contrôle politique et militaire

La conduite des systèmes hégémoniques part du contrôle de la vie politique des pays qui en sont l'objet. Si le système colonial signifiait à priori le contrôle absolu, les indépendances censées rompre les amarres avec cet état de fait, n'ont fait que renforcer le lien charnel entre la France et ses anciennes colonies ; lien charnel qui ne fut jamais aussi fort qu'après la décolonisation des années soixante. Pour L. Gbagbo et F. Mattei (2018), la forme des indépendances africaines qui, en quelque sorte maintenait les structures établies pendant la colonisation, permit à la France de porter à la tête des nouveaux États africains une élite politique docile et engagée à signer les accords de coopération couvrant les domaines économique, culturel, financier, scientifique, et politique qui préservaient ses intérêts. Dans le sous-continent américain, la montée des USA en tant que puissance mondiale exigeait la mise au pas des dirigeants politiques *récalcitrants*, soucieux du bien-être de leurs concitoyens. Ils furent tous noyés dans le sang à l'instar de Salvador Allende assassiné en 1973 et remplacé par le général Augusto Pinochet soutenu par les USA. Que dire de Thomas Sankara, Kwame N'Kroumah et de Patrice Lumumba?, tous « sacrifiés sur l'autel des intérêts politiques et stratégiques de l'occident » (T. Kouï, 2006, p. 10). Outre l'élimination physique de dirigeants politiques *dérangeants*, des coups d'état ont été fomentés, des dictatures ont été entretenues et des interventions militaires ont été menées comme l'explique l'historien burkinabé Joseph Ki-Zerbo (2004):

La France, depuis le temps du général Charles de Gaulle, a gardé des liens très directs avec les dirigeants politiques et les chefs d'États africains. [...] Et puis, il y avait les réseaux du « Monsieur Afrique » de Charles de Gaulle et de Georges Pompidou, Jacques Foccart. Ces réseaux s'occupaient

<sup>1</sup> Les USA, la France, la Chine, le Japon, la Russie, l'Italie et l'Arabie saoudite.

de décider qui il fallait mettre à quelle place au niveau politique en Afrique, afin de maintenir la pérennité de l'influence française dans les pays africains. Au point de vue géopolitique, les interventions militaires se faisaient selon l'importance de l'enjeu (p. 50-51).

Le contrôle militaire s'exerce à travers l'installation de bases militaires française et américaine dans leurs prés carrés respectifs. Marta Harnecker estime que l'installation de 23 bases militaires américaines dans le sous-continent n'a d'autres objectifs que « d'empêcher l'émergence des forces nationales capables d'affronter leurs politiques de domination et de vassalisation » (M. Harnecker, 2010, p. 27). Pour O. Dabène (2012) les USA sont intervenus militairement en République Dominicaine en 1924, au Honduras en 1925, Guatemala en 1954 pour renverser le président Jacob Arbenz, à Cuba en 1961 pour faire échec à la révolution des barbudos. Si en raison du conflit idéologique Est/Ouest, l'on parla de dictature de sécurité nationale pour faire ombrage au péril rouge, c'est-à-dire à la menace communiste, au XXI<sup>e</sup> siècle il est de plus en plus question de lutte contre les pays de « *l'axe du mal* » au nombre desquels figurent le Venezuela, la Bolivie, Cuba et dans une certaine mesure l'Équateur sous la présidence de Rafael Correa. L'orientation idéologique essentiellement centrée à gauche voire à l'extrême gauche des leaders de ces pays avec la particularité d'un discours politique anti américain les situait dans une confrontation constante avec les États-Unis.

### 3.2. L'arme économique et monétaire

Le contrôle de la classe politique des pays dominés aussi bien dans le pré-carré français qu'américain facilite l'application des paradigmes économiques imposés par les milieux d'affaire, les organismes d'aide au développement et les Institutions financières internationales généralement perçus comme les conseillers économiques des pays pauvres (J. Ki-Zerbo, 2004, p. 68). Le Néolibéralisme prescrit aux pays latino-américains et africains dans la décennie 80 et 90 suite à la crise de la dette a fini par placer leur économie sous contrôle extérieur. En effet, la privatisation des entreprises publiques, la libéralisation commerciale, la garantie et l'accomplissement des droits de propriété privée et l'ouverture sans restriction aux investissements directs étrangers (IDE) en tant que principales mesures du Néolibéralisme renforcèrent le poids des multinationales des USA en Amérique latine et française en Afrique. Dans cette logique de privatisation, ainsi que l'attestent F. Hylton et S. Thomson (2007), Sempra Energy, une multinationale américaine prit le contrôle du secteur du gaz en Bolivie, d'autres entreprises prirent aussi le contrôle des secteurs d'hydrocarbures et d'eau dans toute l'Amérique latine. Pour P. Pesnot (2014), les entreprises françaises telles que Bouygues, Elf-Total, Bolloré, Areva et autres profitèrent pour renforcer leur monopole sur des secteurs stratégiques dans les économies africaines. Se prononçant sur les conséquences de cette politique de privatisation prônée par les institutions internationales, P. Nkuzimana (2018) affirme :

La privatisation consacre l'expropriation de ceux qui ont engendré, par leur travail, les richesses sociales d'une nation. La privatisation, loin de viser la résolution des problèmes socioéconomiques de la société, a pour résultat les effets inverses, la régression des conditions socioéconomiques et culturelles de la population et, en définitive, la dislocation du peuple et de la nation elle-même (p. 137).

La libre circulation des biens et des capitaux au cœur du système libéral permet le rapatriement de tous les capitaux engrangés par les multinationales, ce qui naturellement asphyxie l'économie des pays latino-américains et africains.

Si la France a acté l'indépendance de ses anciennes colonies, il n'en demeure pas moins qu'elle a continué à avoir la mainmise sur un élément important de leur souveraineté : la question monétaire. Créé en 1945, le FCFA divise actuellement les hommes politiques, les intellectuels et les économistes. Quoi qu'il en soit, certains aspects de cette monnaie font l'objet de vives critiques. F. Pigeaud et N. S. Sylla (2018) évoquent notamment le compte d'opération qui concentre une partie des recettes d'exportations des pays de la zone en contrepartie de la convertibilité, la présence de la France dans le conseil d'administration des banques centrales avec le droit de veto tacite, la fixité de la parité et le coût que représente le fait de battre monnaie

(le FCFA) en dehors des frontières des pays concernés. Ces aspects non exhaustifs compromettent selon certains avis leur souveraineté et leur processus de développement tout en enrichissant la France. Pour F. Mattei et L. Gbagbo (2018), la France serait un nain économique sans le FCFA.

En Amérique latine, la banque interaméricaine de développement (BID) avait proposé l'abandon des monnaies nationales en vue de l'adoption du dollar comme monnaie régionale. S'insurgeant contre la dollarisation de l'économie équatorienne, R. Correa (2013) expliquait que cela représentait un abandon de toute politique monétaire. Il expliquait également que le maintien d'un taux de change invariable impliquait un transfert de millions de dollars vers le pays émetteur de la monnaie, les États-Unis. Ce système comporterait des conséquences négatives qui se feraient sentir quand la croissance des prix nationaux est plus rapide que celle des prix des partenaires commerciaux, ou quand ces derniers déprécient leur monnaie. Il concluait que le taux de change est un instrument de politique économique servant à donner une orientation à sa politique économique en fonction des objectifs nationaux avant de s'interroger pour quelle raison les pays modernes n'adoptent jamais une monnaie étrangère.

### **3.3. Le mécanisme des prêts aux pays pauvres**

Le dernier mécanisme de domination que nous allons étudier dans cet article est les prêts octroyés aux pays pauvres. Les prêts ne sont pas à priori mauvais s'ils contribuent à créer des actifs, générant production et emplois, contribution fiscale, etc. Cependant, dans les faits, les lignes d'octroi de prêts des partenaires bilatéraux ne s'inscrivent pas dans ce schéma. En finançant la construction d'infrastructures par le recours aux prêts multiformes, les pays pauvres s'installent dans une sorte d'endettement massif non productif. Pire, les prêts sont souvent assortis de la condition que les projets d'infrastructures soient conduits par les entreprises des pays créanciers. L'argent retourne donc presque immédiatement à ceux qui donnent. Dans le même sillage, notons que les prêts sont aussi souvent contractés à des taux relativement bas mais payés en retour à des taux très élevés. J. Perkins (2007) explique que cet état de fait installe les pays débiteurs dans des compromissions politiques : le contrôle des votes aux nations unies, l'installation de bases militaires ou l'accès à de précieuses ressources comme le pétrole. Le président-économiste Rafael Correa affirme donc que le « crédit ne nous rend ni plus riches ni plus pauvres, il modifie simplement la structure de nos activités, en introduisant plus de liquidités en « caisses », mais il s'accompagne d'une note à payer d'exactly la même valeur (R. Correa, 2013, p. 82) ». Le jeu des relations internationales est ainsi fait de rapport de force. Si les grandes puissances notamment la France et les États-Unis manipulent des leviers pour s'assurer la direction du monde, il n'en demeure pas moins qu'il y a des initiatives des pays dominés en vue de modifier leur position sur la scène internationale.

## **4. Les résistances aux logiques de domination**

En règle générale, les États dominés ne subissent pas de façon passive la domination exercée sur eux, ils essaient à leur façon de faire évoluer le rapport de force, de peser sur la marche du monde, de résister à l'ordre international. Les initiatives dans ce sens sont nombreuses et multiformes.

### **4.1. Les protestations citoyennes**

La Françafrique et la Doctrine Monroe opèrent dans un registre de néocolonialisme. Tout comme le colonialisme, elles sont contestées par de vives protestations populaires. Les peuples d'Afrique et d'Amérique latine commencent à prendre conscience et à saisir les enjeux de la mondialisation globale et multisectorielle. Ils savent que leurs dirigeants n'ont pas totalement les mains libres dans la conduite des affaires de leurs pays. Ils savent plus ou moins que les politiques économiques sont conseillées dans le cadre de la globalisation. Dans le sous-continent américain et en Afrique, des mouvements citoyens descendent dans l'arène politique pour donner de la voix et revendiquer un autre monde ; un monde dénué des systèmes de domination et de prédation. Pour C. Ventura (2014), l'application systématique des mesures néolibérales

issues du consensus de Washington en Amérique latine avait été suivie par de vives protestations citoyennes qui renversèrent des leaders politiques au Pérou, en Équateur, en Argentine et en Bolivie accusés de connivence avec les tenants de l'ordre international.

La participation active des mouvements citoyens à la vie publique a fait échouer le projet d'intégration ZLEA impulsé par les États-Unis, qui visait la constitution d'une zone de libre-échange et l'ouverture d'un vaste marché pour les États-Unis. Du fait qu'il favorisait les privatisations, les libéralisations, le désengagement de l'État de l'activité économique, l'exploitation des ressources naturelles, etc., il suscita le rejet des syndicats et des mouvements sociaux. Réunis au sein de l'Alliance Sociale Continentale (ASC), les mouvements sociaux de trente-cinq pays d'Amérique latine vont mettre en échec le projet en 2005 à Mar del Plata en Argentine.

Sur le continent africain, de Bamako à Abidjan en passant par Dakar et Ouagadougou, les capitales africaines sont régulièrement secouées par des mouvements citoyens contre le franc CFA. Il est vrai que l'adoption future de l'ECO comme monnaie de la CEDEAO fait encore l'objet de grands débats, mais tout de même, force est de reconnaître que la remise en cause du franc CFA est posée en des termes clairs. Il faut voir dans ces contestations la contribution des intellectuels qui, grâce aux nouveaux outils de communication, ont conscientisé de larges secteurs de la population.

#### **4.2. Les luttes politiques**

Dans la bataille pour l'avènement d'un nouveau monde, de nombreux leaders politiques aussi bien en Afrique qu'en Amérique latine sont considérés à tort ou à raison comme des martyrs des logiques impérialistes. Ernesto Che Guevara, Patrice Lumumba, Salvador Allende, Thomas Sankara, Sylvanus Olympio etc. font partie de ceux-là. D'autres leaders contemporains s'inscrivent dans le sillage de leur lutte politique. Manifestation de démagogie et d'un populisme éculé pour les uns, Hugo Chavez incarnait aussi pour d'autres le symbole du réveil du sous-continent, « la résistance de David contre Goliath, l'inégal combat des pays du Sud contre les USA et leurs politiques de domination impériale (P. Guillaudat et P. Mouterde, 2012, p. 12) ». La posture politique est claire : faire comprendre que la politique est un instrument de changement social, que les inégalités et les injustices ne sont pas éternelles encore moins les systèmes impériaux qui les alimentent. Chavez avait animé avec certains de ses pairs latino-américains notamment Evo Morales, Rafael Correa, manuel Zelaya un front régional actif contre l'hégémonie états-unienne.

#### **4.3. Intégration, coopération Sud/Sud et diversification des partenaires**

Conscients du poids géopolitique des grandes puissances, les pays d'Amérique latine et d'Afrique se sont inscrits dans la dynamique de renforcement des relations Sud/Sud en impulsant la création du sommet Amérique du Sud-Afrique (ASA) en 2006. Forum birégional, l'ASA vise le renforcement des liens de coopération sur les questions de développement, d'économie, de l'environnement, de la culture et de politique internationale. À l'échelle internationale, les pays du Sud ont coalisé leur force et se rencontrent régulièrement lors des Forums sociaux mondiaux (FSM) pour échanger et proposer des alternatives aux logiques de domination. Des espaces intégrés comme l'Union des nations sud-américaines (UNASUR), l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA) sont créés pour contrer la force commerciale des États-Unis et favoriser des politiques communes dans la région.

L'institution de la Banque du Sud en Amérique latine vise à trouver un moyen alternatif pour le financement des projets de développement en s'écartant des directives du FMI et de la Banque Mondiale perçus comme la chambre d'enregistrement des grandes puissances. Quant à TELESUR, une chaîne de télévision à vocation panaméricaine, son objectif est de contrebalancer le poids des médias occidentaux dans le traitement de l'information. On sait aujourd'hui avec le développement des nouvelles technologies que l'information contribue à forger l'opinion publique et à l'avoir pour soi ou contre soi. Les bombes médiatiques



qui se déclinent en désinformation, manipulation, instrumentalisation sont plus puissantes que les bombes atomiques.

Les pays d'Amérique latine et d'Afrique ont opté pour la diversification de leurs partenaires économiques et politiques. La Chine et la Russie jouent à ce niveau un rôle considérable. Désormais ce n'est plus la France seule qui convoque les pays africains pour les sommets France-Afrique, il faut dorénavant compter avec les sommets Chine-Afrique et les sommets Russie-Afrique dont le tout dernier s'est tenu à Sotchi du 23 au 24 octobre 2019. Cette compétition risque de prendre très vite l'allure d'une course au clocher avec des surenchères dont l'Afrique devrait en principe tirer profit. Il s'agit donc d'échapper à terme à l'emprise des puissances traditionnelles et avoir des marges de manœuvre dans la maîtrise de leur destin.

### **Conclusion**

Dans le jeu des relations internationales, les États n'ont pas d'amis ils n'ont que des intérêts. Ce postulat, nous semble-t-il, guide l'esprit de la Doctrine Monroe et de la Françafrique. Il est vrai qu'à maintes reprises, on proclama de façon officielle la mort de la Françafrique et de la Doctrine Monroe, et que de ce fait, de nouveaux rapports de partenariat gagnant-gagnant s'établiraient entre les pays du centre et ceux de la périphérie, mais la réalité des faits montre qu'elles sont encore et toujours d'actualité tant les rouages et les mécanismes sont si insidieux. Dans la perspective d'une remise en cause des projets hégémoniques, les résistances tous azimuts menées çà et là ne sont pas encore à même d'inverser le rapport de force. La montée en force de la Russie et de la Chine en tant que puissances et qui, de surcroît, alimente le multilatéralisme qui, en principe, devrait être salvatrice pour les pays d'Afrique et d'Amérique latine, risque d'être une occasion manquée s'ils n'arrivent pas à protéger leurs intérêts.

## Références bibliographiques

- CORREA Rafael, 2013, *De la République bananière à la non république*, Paris, Utopia.
- DABENE Olivier, 2012, *l'Amérique latine à l'époque contemporaine*, Paris, Armand colin.
- FANNY Pigeaud et Ndongo Samba Sylla, 2018, *l'arme invisible de la Françafrique, une histoire du franc CFA*, Paris, la découverte.
- FORREST Hylton et Thomson Sinclair, 2010, *Horizons révolutionnaires. Histoire et actualité politiques de la Bolivie*, Paris, éditions imho.
- GALEANO Eduardo, 2001, *les veines ouvertes de l'Amérique latine*, Paris, Pocket.
- GBAGBO Laurent et François Mattei, 2018, *Libre pour la vérité et la justice*, Paris, Max Milo.
- GUILLAUDAT Patrick et Pierre Mouterde, 2012, *Hugo Chavez et la révolution Bolivarienne. Promesses et défis d'un processus de changement social*, Québec, Mediteur.
- KI-ZERBO Joseph, 2004, *Á quand l'Afrique ?*, Lausanne, édition d'en bas.
- KODJO Edem, 2014, *...Et demain l'Afrique*, Abidjan, Nei-Ceda.
- KOUI Théophile, 2007, *Multipartisme et idéologie en Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan.
- HARNECKER Marta , 2010, *Amérique latine, laboratoire pour un socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, utopia.
- MARX Karl et Friedrich Engels, *le manifeste du parti communiste*, Paris, le livre de poche.
- NKUNZIMANA Paul, 2018, *Contribution à l'étude de la préhistoire et de l'histoire de l'Afrique des grands lacs et de l'Est*, Montreuil, les éditions du travail.
- PERKINS John, 2007, *les confessions d'un assassin financier. Révélation sur la manipulation des économies du monde par les Etats-Unis*, Lyon, Alterre.
- PESNOT Patrick, 2014, *les dessous de la Françafrique*, Paris, Nouveau Monde.
- SCHAFF Adam, 1967, la définition fonctionnelle de l'idéologie et le problème de la 'fin du siècle de l'idéologie ». in : *L'Homme et la société*, N° 4, p. 49-59 <https://doi.org/10.3406/homso.1967.1022> , (2-10-2020).
- VENTURA Christophe, 2014, *L'éveil d'un continent, géopolitique de l'Amérique latine et de la Caraïbe*, Paris, Armand Colin.
- VERSCHAE François-Xavier, 2005, *De la Françafrique à la Mafiafrique*, Paris, Tribord.